ACADEMIE DU GAULLISME
Président Jacques MYARD

LA LETTRE DU 18 JUIN

N° 242 décembre 2021- vingt-neuvième année

SOMMAIRE

- Pour une France souveraine ! ...Jacques Myard page 2
- « IL FAUDRA QUE LES FRANÇAIS S'EN SOUVIENNENT... » ...Christine Alfarge page 3
- LE GAULLISME SOCIAL... Henri Fouquereau page 4
- Rassemblement pour le français et la Francophonie ... Albert Salon page 6
- Nier l'énergie monétaire, c'est assister impuissant.... Marc Dugois page 7
- 1942-1944, les USA voulaient vassaliser la France libérée ... Par Alain Kerhervé page 8
- Avec Macron, la France piétine, dépense et se surendette ...Paul Kloboukoff page 9

Prochaine émission : le mardi 30 novembre en direct de 18 à 21 heures

Le Thème qui sera développé : LE GAULLISME SOCIAL avec un édito de votre serviteur sur ce sujet.
Assistant d'émission : Alain Rohou de l'Académie du Gaullisme.
Invités : Jacques Myard, membre honoraire du Parlement, Maire de Maisons Laffitte, Président de l'Académie du Gaullisme qui traitera de notre politique extérieure.
Olivier Gohin qui évoquera le droit du machin européen par rapport au droit constitutionnel.
Pierre Manenti Historien conseiller ministériel auteur de ; *Histoire du Gaullisme sociale* (Perrin)

En raison de la crise sanitaire qui sévit actuellement sur notre pays et des mesures imposées pour faire face à l'épidémie à CORONAVIRUS, tous nos évènements publics sont reportés.

Pour une France souveraine !

Par Jacque MYARD,

Qu'est-ce que le souverainisme ? Non, ce n'est pas un gros mot et le débat qui a lieu actuellement à l'approche de la Présidentielle le prouve largement.

De manière étonnante, on entend de nombreux candidats défendre le souverainisme face à la mondialisation débridée.

N'est-il pas étonnant que le Président de la République lui-même effectue une conversion, pour ne pas dire un tête-à-queue de 180 degrés alors même qu'il souhaitait que la France soit une « start up – nation » dans la mondialisation heureuse ou prétendue telle ?

La réalité est simple, le monde de la mondialisation sans écluse est une force déstabilisatrice, destructive, dans la main des marchés dont l'objectif est de permettre à des multinationales d'optimiser leurs bénéfices sans vergogne au mépris total de l'intérêt des peuples, de leur identité et au détriment des plus faibles de leurs citoyens qui se retrouvent sans emploi.

Ne nous leurrons pas, cette vision de la mondialisation, réalité apocalyptique, ne peut que susciter colère et révolte des laissés-pour-compte.

La pandémie a justement été un coup de semonce sur cette construction loin, très loin des intérêts des peuples, mettant en relief qu'il manquait en France et en Europe la plupart des produits délocalisés, masques, médicaments, pour combattre et endiguer la maladie.

En dépit de l'idéologie dominante de l'ultra-libéralisme donnée comme la vérité et la fin de l'Histoire, on assiste à un revirement idéologique complet. La France doit retrouver une industrie. Voilà une gifle sans appel pour thuriféraires de la mondialisation.

La souveraineté retrouve sa légitime aura, pour maîtriser notre destin et ne pas subir les lois des marchés erratiques qui vous donnent une vérité à 14 heures et une autre à 15 heures.

La Souveraineté, c'est la maîtrise de nos frontières, la maîtrise de notre économie, la maîtrise de nos décisions. Elle est bien, comme le soulignait avec force le Général de Gaulle, le cadre obligé et exclusif de la démocratie et de l'indépendance de la Nation.

A nous et nous seuls de nous en donner les moyens.

*Jacques Myard
Maire de Maisons-Laffitte
Membre honoraire du Parlement
Président du CNR et de l'Académie du gaullisme

« IL FAUDRA QUE LES FRANÇAIS S'EN SOUVIENNENT… »

(Charles De Gaulle)

« Parce qu'un homme sans mémoire est un homme sans vie,
un peuple sans mémoire est un peuple sans vie. »
(Maréchal Foch, 1851-1929)

Par Christine ALFARGE,

Préserver la mémoire collective.

Il est précieux le temps de la mémoire qui continue de hanter l'histoire française, celle de tous nos territoires. Ceux qui avaient déjà quinze ans ou plus en 1940, ont presque tous disparu. En héritage, il nous reste les témoignages écrits de cette époque manichéenne à la fois si lointaine et si proche de nous. Le 20 juillet 1960, lorsque le général De Gaulle se rendra pour la première fois au camp de déportation du Struthof, il sera profondément marqué par l'ampleur des souffrances endurées pendant la guerre et prononcera ces mots : *« Saint Exupéry avait raison, il était plus difficile d'être un otage que de combattre sous un uniforme. La déportation est la voie la plus douloureuse de la Libération. Il faudra que les Français s'en souviennent. »*
Quelle leçon avons-nous tiré de la guerre qui a surgi si rapidement ? Nous pouvons être menacés à tout moment par la force hégémonique d'un autre pays face auquel nous devrons être prêts le cas échéant aussi bien humainement que militairement.

La fulgurance tragique de l'histoire.

L'Allemagne et l'URSS signent le pacte de non-agression germano-soviétique, le 23 août 1939. Dès le 1er septembre, l'Allemagne envahit la Pologne, le 3 septembre, la France et l'Angleterre déclarent la guerre à l'Allemagne. Staline fait entrer ses troupes en Pologne, le 17 du même mois. La Pologne ne résiste pas, finit par capituler. Jusqu'en avril 1940, aucun combat grave n'est à signaler en France de la frontière Suisse au Luxembourg. Quant à l'industrie allemande, elle tourne au maximum de ses capacités pour fabriquer des chars et des avions.
Côté français, on ne prend pas vraiment la mesure de ce qui est en train de se tramer sur les ambitions hégémoniques du voisin allemand. Le 11 avril 1940, l'Allemagne envahit le Danemark et la Norvège, déclenche son offensive à travers la Belgique et le Luxembourg. L'anéantissement de l'armée française se précise en quelques jours près de Sedan. Le 13 mai, l'Allemagne lance ses chars sur Dunkerque.
Le 18 mai, Paul Raynaud devient président du Conseil des ministres après Daladier et nomme le général Weygand, chef des Armées, pour remplacer le général Gamelin. Pétain devient vice-président du Conseil. Le 22 juin 1940, l'armistice est signé en forêt de Rethondes où vingt ans plus tôt le maréchal Foch a reçu la capitulation de toutes les armées allemandes. Dès lors, Pétain installera son administration en zone dite « libre », cela n'empêchera pas les Allemands de l'envahir en novembre 1942 pour rester durablement. Lorsque la France fut scindée en deux zones par la ligne de démarcation, elle ne faillit jamais s'en remettre.

Qui s'en souvient, aujourd'hui ?

A part les survivants de cette terrible histoire pour lesquels la ligne de démarcation est restée intacte dans les mémoires, qui peut imaginer toutes les tragédies humaines vécues, entre ceux qui voulaient traverser, leurs dénonciations et leurs arrestations. Gloire à tous les Français libres tel Louis Renard, de Poitiers, qui créera le 31 août 40, le premier réseau de résistance dans le département de la Vienne et fera parvenir par un intermédiaire une lettre très significative mais surtout très émouvante au général De Gaulle : *« Je veux que vous sachiez que vous représentez pour la plupart de nous, le seul espoir de la libération du pays… Je vois des quantités de jeunes gens qui ne demandent qu'une chose, c'est de partir… Quel moyen aurons-nous au printemps prochain de participer à la lutte, soit en allant en Angleterre, soit en Afrique du Nord ? Quel moyen aurons-nous de vous rejoindre ?…* Nous savons avec émotion et reconnaissance combien le courage et le sacrifice de tous ces hommes et de toutes ces femmes nous ont permis d'être libres aujourd'hui.

Le monde change de nouveau.

A nouveau, la même question de l'indépendance se pose comme au temps du général De Gaulle. Au-delà, c'est le sens de la nation qui nous interpelle : *« Le président de la République ne saurait être confondu avec aucune fraction. Il doit être l'homme de la nation toute entière, exprimer et servir le seul intérêt national.* » disait le général De Gaulle. Quand est-il aujourd'hui face aux extrêmes ? Lorsqu'un pays a perdu le sens de la nation, les divisions les plus violentes apparaissent, l'histoire a montré combien ses divisions pouvaient être dévastatrices face à un pouvoir faisant allégeance à l'ennemi en 40, malheureusement soutenu par la majorité des hommes politiques de l'époque.
Chacun ne doit pas résonner seulement par rapport à son propre avenir, mais à l'avenir de son pays, la liberté individuelle est menacée face aux défis du monde qui se dessinent, seul l'élan collectif symbolise l'espoir. Lors de son entretien télévisé du 15 décembre 1965, De Gaulle a dit : *« La France, ce n'est pas la droite, la France, ce n'est pas la gauche », « Pour lui, la France, c'était tous les Français quelles qu'eussent été leurs aspirations. »* dira Pierre Lefranc lors d'un entretien. Il ajoute : *« Ils est des caractères manichéens qui coupent la France en deux : les bons et les mauvais. Ces caractères, on en trouve aussi bien à droite qu'à gauche. Je me suis toujours opposé à la qualification du gaullisme comme une orientation de droite. On a vu De Gaulle agir en homme de progrès, toujours préoccupé par l'aspect social de sa politique. N'a-t-il pas écrit : « La seule querelle qui vaille est celle de l'homme » ? Classer De Gaulle à droite constitue une erreur, et prétendre qu'il n'y avait qu'une voie salutaire et qu'elle se situait justement à droite, était une faute contre la nation. »*

Qu'est-ce qu'une nation ?

Comme l'écrivait magnifiquement Ernest Renan : *« Avoir des gloires communes dans le passé, une volonté commune dans le présent ; avoir fait de grandes choses ensemble, vouloir en faire encore, voilà les conditions essentielles pour être un peuple. »*
Le général De Gaulle a toujours montré cette volonté de rassemblement pendant la guerre, dès la libération en 1944, il évite la guerre civile, pour réconcilier la politique, De Gaulle ramène le consensus, dans son mouvement politique en 1947, lors de son retour au pouvoir en 1958. De Gaulle a toujours gouverné à partir des réalités, le gaullisme est une histoire, pas une doctrine, on la prend en entier.

***« Je suis un homme qui n'appartient à personne et qui appartient à tout le monde »* dira le général De Gaulle dans sa conférence de presse du 19 mai 1958. Après 1970, il fera l'unanimité auprès de tous les Français qui se souviendront pour toujours qu'un homme hors du commun était venu pour les sauver du chaos, n'agissant que pour le bien de la France et sa grandeur.**

**Christine ALFARGE Secrétaire générale de l'Académie du Gaullisme.*

LE GAULLISME SOCIAL

Par Henri Fouquereau,

A Colombey, ils sont venus, ils sont tous là, et même ces fils maudits ces Brutus, qui ont voulu assassiner le Général de Gaulle ; il y a même quelques pétainistes, de ceux qui voudraient réhabiliter leur champion, il y a ce PC qui a traité le général de fasciste, le PS qui oublie le coup d'Etat permanent de Mitterrand, les centristes qui ont introduit chez nous le tout marché, sans que la France y soit préparée, il y a les néo libéraux qui, néanmoins, ont soutenu les canards boiteux, et donc freiné l'investissement, tout cela pour récompenser quelques services rendus

Tous sont soudainement devenus, comme par miracle, « Gaullistes sociaux », tout en restant les partisans inconditionnels du mondialisme, de l'européanisme béat, et de l'Atlantisme servile. Faites ce que je dis mais pas ce que je fais ; Quant aux intérêts de la France, ils sont désormais subordonnés à la défense d'autres intérêts.

Savaient-ils avant de venir, que le Gaullisme impose : Un refus de la fatalité, la fin du renoncement, un Etat fort, une France sur ses pieds, des institutions stables, la lutte pour l'indépendance et le rayonnement de la France ? Qu'il demande, la reconquête de notre liberté de manœuvre, la volonté d'assurer nous- mêmes notre sécurité, qu'il sollicite l'ardente obligation de faire retrouver à la France son vrai visage : celui de la grandeur, de la générosité de l'exemplarité. Nous devrions ajouter : l'impérieuse nécessité de combattre le clientélisme.

Le Gaullisme c'est L'INDEPENDANCE NATIONALE avec : *Une constitution qui l'affirme, une armée qui la protège, une monnaie qui la manifeste, un peuple rassemblé qui la soutient*
Une indépendance qui ne peut être que le principe directeur de notre politique étrangère. Sans indépendance, nous ne pouvons prendre part à l'action internationale. L'affaire Aukus vient d'en apporter la preuve.

Le Gaullisme, c'est le droit des peuples à disposer d'eux- mêmes. La partie « gaullisme social », c'est une autre voie, un autre choix politique, tous deux situés entre le socialisme et le néo libéralisme : Quelque chose de digne, de simple et de pratique a répondu le Général : la Participation, qui fait du citoyen un membre actif de la gouvernance du pays.

Une fois le Général retiré à Colombey, le mouvement gaulliste est devenu conservateur, néo libéral, croyant certainement que la participation était un ver qu'on installait dans le fruit. Aussi ses adeptes ont entrepris une autre politique, celle de la facilité, de la servilité, celle qui a soutenu les canards boiteux empêchant l'investissement de se placer sur des projets d'avenir

Il a rangé au placard : Le seul combat qui vaille, celui pour l'homme. Il a jeté dans les oubliettes de l'histoire les combats contre les féodalités internes et les convoitises extérieures. Rien n'assure plus désormais la continuité de la France dans l'unité et la cohésion sociale. Il a laissé la place à la politique des abandons et du renoncement.

Pourtant ce Gaullisme social correspond à la défense des intérêts des Français ; Synthèse entre la gauche et la droite ; il est une priorité donnée au Rassemblement afin de faire face.
Le danger dominant étant redevenu la dictature des partis. Nous avons l'ardente obligation de retrouver l'UNITE de la NATION, et son INDEPENDANCE.

Pas besoin de grandes dissertations, quelques exemples suffisent :
1958/1969 : la production industrielle a doublé, le PNB a augmenté dans des conditions uniques, les investissements productifs sont passés de 13,5 à 18%, constructions scolaires, l'investissement est passé de 1;3 milliard à 4 milliards, constructions hospitalières de quelques millions à 6 milliards.

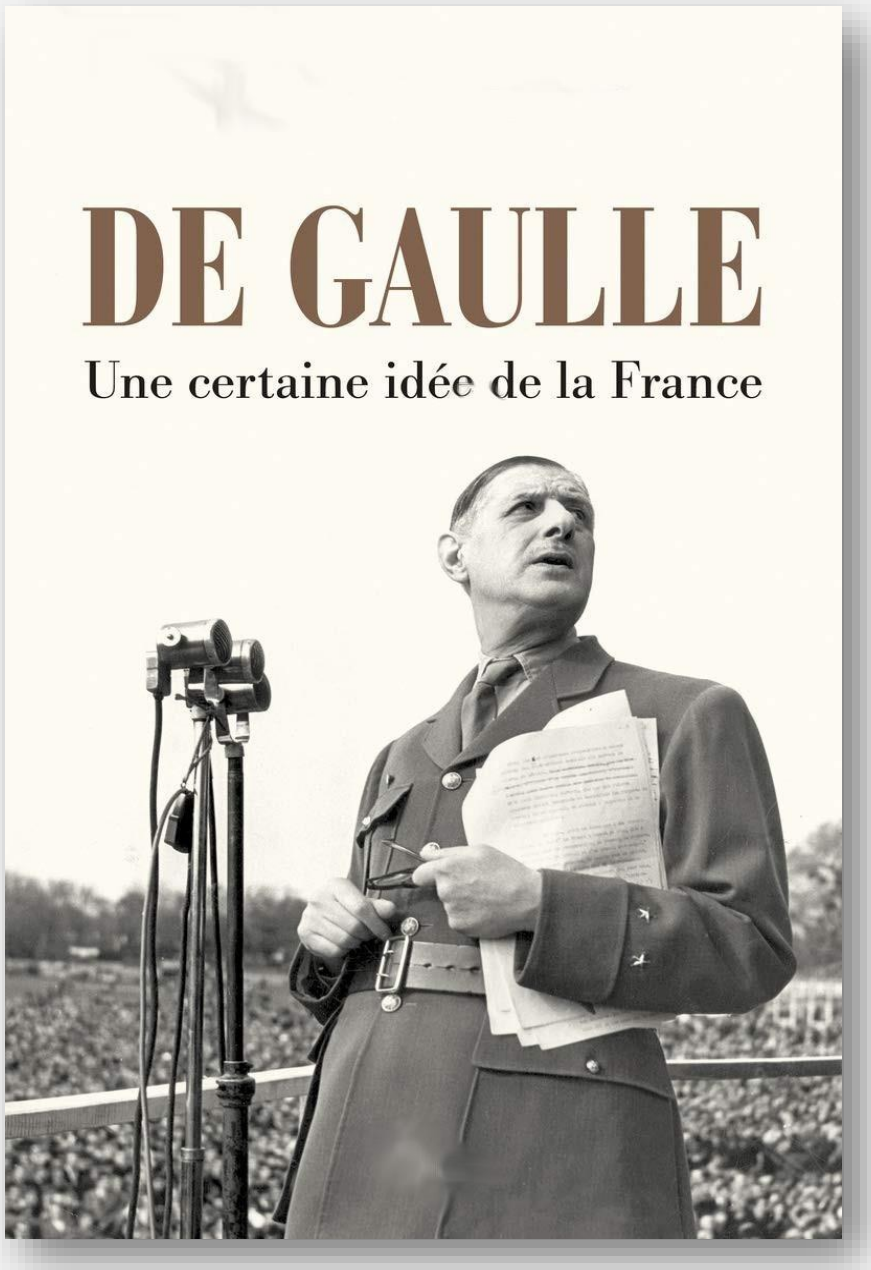
Logements, les constructions sont passées d'à peine 300 000 à plus de 500 000, dépenses pour l'éducation nationale ; passées de 12,5 à 20% du budget, tandis que le budget de la défense représentait encore plus de 17% du budget national, tout cela agrémenté d'une évolution du pouvoir d'achat de 4% l'an, permettant un accroissement de la consommation de ménages de 56% (à prix constants. Quant aux transferts sociaux, ils ont progressé de 12,6% en moyenne par an (+ 14,2% pour les retraites) Croissance économique = 5,70% l'an et pourtant la France est engagée dans la guerre d'Algérie, avec 500 000 hommes sous les drapeaux. Malheureusement mai 68 portera un coup de frein terrible à cette situation.

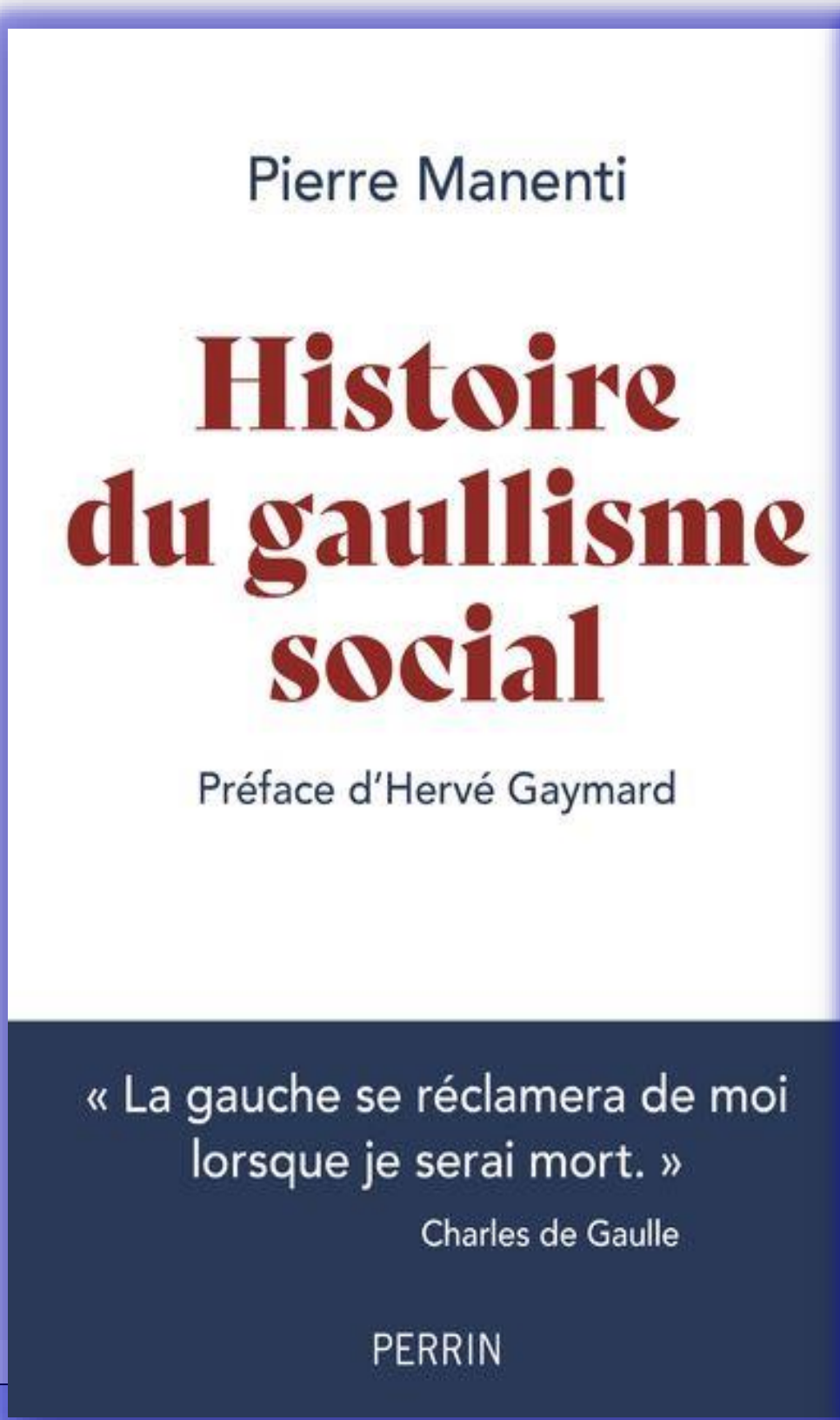
Un Gaulliste social arrive à Matignon, : Jacques Chaban Delmas Son Gouvernement installe la France au plus haut d'un mouvement économique de croissance et contribuera alors à ce qu'on appelle : LE MIRACLE FRANCAIS, la France s'industrialise, La Sidérurgie redémarre, l'informatique décolle, constructions navale, aéronautique sont parmi les meilleurs au monde, l'espace, la France monte vers les sommets. Nucléaire civil un des premiers au monde.

Le Franc est stabilisé, la monnaie peut faciliter la mobilité de l'emploi et des activités, rétablissements des équilibres de nos paiements grâce à la ré industrialisation moderne de la France Chaban promeut le juste équilibre entre l'action nécessaire de l'Etat et le dynamisme spontané des marchés. Il est le premier a demandé l'arrêt des aides de l'Etat aux canards boiteux. Bref une politique « à la française » sociale au tant que performante et active.

Juste une question est-ce que ceux qui étaient dos au mur à Colombey
Peuvent-ils devenir les partisans inconditionnels de ce Gaullisme social ?
Tout l'avenir de la France est contenu dans la réponse à venir et nous espérons beaucoup de cette réponse.

Henri Fouquereau Secrétaire général du Forum Pour la France et du CNR présidé par Jacques MYARD





Pierre Manenti

BIOGRAPHIE
Pierre Manenti est conseiller politique de l'actuelle ministre du Logement. Normalien, passé par Sciences Po Strasbourg, il a été collaborateur parlementaire à l'Assemblée nationale et au Sénat. Passionné de politique, d'histoire et de généalogie, il s'intéresse au gaullisme depuis plusieurs années.

Résumé
" La gauche se réclamera de moi quand je serai mort. " Charles de Gaulle. A l'occasion de sa première intervention télévisée, le Premier ministre Jean Castex s'est défini comme un " gaulliste social ". Si cette expression a été remise au goût du jour par le chef du gouvernement le 3 juillet 2020, elle est pourtant loin d'être nouvelle. Apparu il y a un petit moins d'un siècle, le gaullisme social est en quelque sorte le yin et le yang de la politique : il est l'équilibre parfait entre l'héritage historique de la droite du général Charles de Gaulle et l'esprit politique et philosophique de la gauche.

Certes, le gaullisme - devenu une valeur-refuge de la vie politique française - incarne aujourd'hui encore le dépassement des clivages, unifiant la gauche et la droite autour d'une certaine vision du pays. Mais l'histoire et la vie politique de ce mouvement nous encouragent à le positionner à droite sur l'échiquier politique, alors même qu'une part non négligeable de ses thèses sont inspirées par le catholicisme social et l'héritage de la gauche.

A l'origine, le " gaullisme social " rassemblait les Français convaincus que seules les institutions de la Cinquième République permettraient la réalisation des objectifs de la gauche ; il réunissait les défenseurs d'une tendance humaniste, ouvrière et sociale au sein de la droite française. Mais qu'en est-il aujourd'hui ? Quel héritage ce mouvement a-t-il laissé dans les mandats qui ont suivi ceux du Général ? Quelles conséquences a-t-il eues sur le paysage politique français, et les acquis sociaux ? Loin des clichés et d'une vision manichéenne de la politique française qui veut que la droite et la gauche ne se mêlent en aucun cas, Pierre Manenti - s'appuyant sur une série d'entretiens historiques et d'archives inédites - brosse le portrait d'un courant méconnu de la vie politique française.

Rassemblement du 20 mars 2022 au Panthéon et marche pour le français et la Francophonie.

Par Albert Salon,

Le ***Haut Conseil international de la Langue française et de la Francophonie,*** créé le 18 juin 2020, comprend 34 associations, dont 29 françaises et 183 personnalités membres, représentatives de la diversité des familles spirituelles et politiques (liste jointe).
Il sollicite l'autorisation d'organiser le 20 mars 2022 un grand rassemblement pour le français, la Francophonie, et la diversité linguistique et culturelle de l'Europe et du monde, à l'occasion de la journée mondiale de la Francophonie, et de la semaine de la langue française organisée par le ministère français de la Culture et sa *DGLFLF*.

À partir du 1er janvier 2022, la France sera alors, à son tour de présidence du *Conseil européen*, au milieu de son semestre, et en pleine campagne pour élire son Président de la République.

Le Président de la République, pour sa part, envisage de donner un éclat particulier à ce 20 mars 2022, journée mondiale de la Francophonie. Aux évènements habituels, il **ajoute** en effet **:**

1) La présentation des **quatre années de mise en œuvre de sa politique pour le français et la Francophonie** annoncée le 20 mars 2018 sous la Coupole de l'*Institut de France* ;
2) La première inauguration de la ***Cité internationale*** au château (« Plaisir » de François 1er) à **Villers-Cotterêts,** reprenant le projet **associatif** *d'Institut international de la Francophonie et de la diversité linguistique de l'Europe et du monde*, lancé le 9/10/20**01**, par *Avenir de la Langue française (ALF)* ***;***
3) (Vraisemblablement) la présentation publique de son action en *Conseil européen* **:** pour remettre le français à sa place - et un plurilinguisme effectif à l'honneur - dans les institutions (*Commission* et *Parquet*) qui, post-Brexit, ont promu - illégalement et illégitimement - l'anglais au rang de « langue commune », unique de travail de fait.

Le *Haut Conseil international (HCILFF)* et ses 29 associations ont jugé opportun de se manifester ce 20 mars 2022, avec leurs adhérents et sympathisants. Il a donc été décidé d'organiser un rassemblement et une marche, dans le droit fil de ce qui avait été réalisé avec succès le 18 juin 2011 au Panthéon, avec 1200 participants de divers bords et pays.

L'objectif en mars 2022 :
Réunir plusieurs milliers de participants en **:**

1) Faisant appel à notre longue expérience inter-associative, au sérieux des associations, à la notoriété des hautes personnalités membres de notre *Haut Conseil* ;
2) Invoquant **l'urgence** d'un sursaut du français devenue brûlante depuis une décennie ;
3) Déployant notre entregent cumulé et nos capacités de mobilisation par nos réseaux, par les media devenus plus accessibles grâce au *Haut Conseil ;*
4) Mobilisant tous les moyens humains, organisationnels, matériels, des 29 associations.

L'esprit de cette manifestation et sa composition :
Les mêmes que le 18 juin 2011 **: « pour le français, la Francophonie, et la diversité linguistique et culturelle de l'Europe et du monde. »**
Il s'agit, tout en saluant dûment les réalisations effectives du Président de la République, de montrer clairement que nous demandons beaucoup plus sur le fond ; de préciser nos revendications associatives, dans leurs expressions variées, dans la diversité des familles politiques, mais **dans l'unité, sans affichage d'appartenance** à **des partis politiques.**
Nous inviterons, comme en 2011, des militants du français venant de Belgique, de Suisse, du Québec, avec leurs signes distinctifs, ainsi que des membres québécois, canadiens, américains et européens francophones, divers Africains, Haïtiens, etc. résidant en France.
L'organisation :
Un comité de pilotage représentatif de la diversité de nos associations membres, chargé des arbitrages éventuellement nécessaires, a déjà tenu trois réunions.

La sécurité :
Relativement facile à bien assurer, la culture, la maturité et l'âge moyen des participants aidant.
Le Secrétariat général du *Haut Conseil* et son Comité de pilotage constitueront avec des militants volontaires un service d'ordre, dont les membres porteront un brassard distinctif.
Le cœur de l'évènement, Place du Panthéon : le rassemblement et le forum :
Site particulièrement adapté à nos objectifs, tant sur le plan des symboles : Montagne et Bibliothèque Ste Geneviève, Panthéon, Mairie du Vème, St-Étienne du Mont, Faculté de droit, Normale Sup d'Ulm, lycée Henri IV où *ALF* tient ses AG, que sur le plan pratique.
Nous demandons l'autorisation d'occuper la place de 13h à 18h, pour :

- **Le rassemblement** avec les discours, qui sera le moment principal, de 15h jusqu'à 16h heure du départ de la marche. Une animation (musique, chansons, slam, poèmes…) le précèdera et le suivra de 14h (heure de convocation des participants) à 15h, puis du retour (vers 17h ?) des marcheurs jusqu'à 18h, heure de la dispersion, les installations ayant été démontées par nos équipes.
- **Un forum des associations** (présentation de leurs actions et publications, adhésions, dédicaces d'ouvrages) qui sera matérialisé par une estrade, quelques comptoirs avec tables sous tentes sur 15 à 20m de longueur, et la camionnette du son.

Le déroulement d'ensemble :
À partir de **13h**, début d'accompagnement musical alors que nos équipes installeront tout le matériel sur la place, juste devant le monument.
À partir de **14h**, heure de convocation des participants : animations.
À **15h,** début des interventions au micro de personnalités membres et invitées du *Haut Conseil* (deux minutes maximum chacune), orchestrées par le SG du *Haut Conseil*.
Vers **16h, marche** en cortège dans le **Quartier latin**, avec en tête la sonorisation **:** par les rues Saint-Jacques, Gay-Lussac, Claude Bernard, Monge, jusqu'à la place Maubert, vers **17h.**
Les marcheurs qui le souhaiteront pourront alors rejoindre le Panthéon, les comptoirs et les dédicaces, jusqu'au démontage du matériel par nos équipes, et la libération de la place vers **18h.**

**Albert Salon, ancien ambassadeur, secrétaire général du Haut Conseil, fondateur en 1992 et maintenant président d'honneur d'Avenir de la Langue française (ALF).*
Albert Salon, Secrétaire général et cofondateur du *Haut Conseil international*, cofondateur et président d'honneur d'*Avenir de la Langue française* (*ALF).*

Notice biographique : docteur d'Etat ès lettres (Sorbonne 1981, sur « l'Action culturelle de la France dans le monde »), ancien instituteur rural (de classe unique, en 1954/55), conseiller culturel et chef de mission de Coopération, directeur au ministère de la Coopération, puis ambassadeur de la France ; commandeur du Mérite national, officier du Mérite béninois, chevalier de la Légion d'Honneur, des Palmes académiques, et des Arts et Lettres, ainsi que du Mérite allemand (Bundesverdienstkreuz am Band) ; président d'honneur d'Avenir de la langue française (ALF), président du Forum francophone international (FFI-France, qui a lancé en octobre 2001 le projet Villers-Cotterêts), cofondateur et Secrétaire général du Haut Conseil international de la Langue française et de la Francophonie, médaille Senghor de la Francophonie reçue en 2014 de M. Abdou Diouf, au siège de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), médaille d'or 2016 de la Société d'Encouragement au Progrès (SEP), reçue à l'École militaire. Directeur d'une émission régulière « le français en partage » dans une radio patriote indépendante. Ouvrages : « Colas colo, Colas colère », éd. l'Harmattan, 2008 ; « Une volonté française », préface de Claude Hagège, éd. Glyphe, 2012), et alii.

Nier l'énergie monétaire, c'est assister impuissant, voire complice, à la montée de toutes les folies et à l'extinction de notre civilisation

Par Marc Dugois,

Depuis Aristote les intellectuels ont limité l'approche de l'argent à trois de ses utilités sans jamais tomber d'accord sur sa définition. Qu'il soit, une réserve de valeur, un moyen d'échange et une unité de compte est une évidence dont il faut remercier Aristote. Qu'il soit aussi une façon de forcer les paresseux à être utile au groupe, est une autre utilité trop oubliée et pourtant probablement la cause première de son invention lors de l'accroissement des groupes humains. Mais pourquoi l'argent a-t-il tout ce pouvoir, est une question dont la réponse ne semble intéresser personne.

Quelle est donc cette matière suffisamment valorisée pour devenir un stock et une réserve de valeur et de puissance ? Cela fait vingt-cinq siècles que nous refusons de tomber d'accord sur la réponse à donner à cette question en nous contentant de mots qui sont supposés répondre à la question sans l'ombre d'une explication. Certains disent que c'est un signe sans dire de quoi, d'autres une institution sans dire laquelle, d'autres encore n'y voit qu'une marchandise sans jamais expliquer pourquoi elle est si demandée.

L'argent habille, loge, nourrit, transporte, distrait, chauffe, refroidit, construit, détruit, tue, éduque. Longue est la liste des verbes qui répondent à nos désirs et que l'argent réalise. Tout le monde constate son action et personne ne s'interroge sur l'origine de son énergie. Il y a ceux qui sont tellement imbus d'eux-mêmes et de leur vision du monde qu'ils nient l'énergie monétaire parce qu'ils sont incapables d'en expliquer la source et que ne peut exister à leurs yeux ce qu'ils ne savent expliquer eux-mêmes. Il y a ceux qui, comme des enfants à Noël, s'émerveillent devant l'utilité de l'argent et arrêtent là leur réflexion sans chercher à savoir d'où vient cet aspect merveilleux. Dans ces hommes-enfants, certains s'émerveillent encore davantage de constater que cet argent est actuellement apparemment souvent gratuit, au moins pour certains.

Cet enfantillage général, très en vogue dans la caste mondialiste comme chez les souverainistes, n'avait guère d'importance tant que l'argent était un métal précieux, car posséder de l'or ou de l'argent nécessitait une grande dépense préalable d'énergie humaine. La vie n'étant principalement que travail et échange, l'argent était, sans le dire, stockage et vecteur d'énergie humaine bien utilisée. La définition de la monnaie n'était pas écrite mais elle était reconnue à défaut d'être connue. La monnaie était naturellement stockage et vecteur d'énergie humaine bien utilisée. **Seule l'énergie humaine bien utilisée donne en effet sa force à l'énergie monétaire**.

L'énergie humaine étant limitée, l'énergie monétaire l'était naturellement par la rareté de l'or et elle était utilisée avec parcimonie pendant de multiples siècles.
Mais la deuxième moitié du XXe siècle a complètement chamboulé cette harmonie en inventant la monnaie-dette dont l'énergie provient, non plus d'une énergie humaine antérieurement bien utilisée mais d'une énergie humaine à bien utiliser demain. Au constat d'un passé intelligent se substitue un espoir de futur remarquable. Le réel n'est plus la base, l'espoir et le fantasme lui succèdent. **Nous sommes entrés dans un monde où le fantasme devient réalisable puisqu'il est possible de l'acheter si une banque, quelle qu'elle soit, crée l'argent nécessaire**.

Il faut en effet bien comprendre ce qu'est la monnaie-dette. N'importe quelle banque crée de l'argent dans ses livres par la double écriture d'une même somme, une fois à son passif pour être mise à la disposition immédiate de son client et une autre fois à son actif pour être récupérée avec intérêt dans le temps sur le même client. On en arrive à lire sur Wikipédia que « la monnaie est une dette envers son émetteur », ce qui est malheureusement devenu vrai puisque son énergie a déjà été dépensée alors qu'aucune énergie humaine n'a encore été sollicitée. **Qui est conscient aujourd'hui qu'avoir un billet de banque en main n'est plus avoir une créance sur n'importe quel membre du groupe comme cela a été le cas pendant des siècles, mais avoir une dette vis-à-vis de la banque ?**

On s'achemine à cause de la monnaie-dette vers un esclavage pour dette généralisé. Comme c'est très difficile à faire comprendre et surtout à faire admettre, la dette augmente sans arrêt sans que l'esclavage qui en est la compensation énergétique indispensable et donc la conséquence inéluctable, ne montre pour l'instant plus que le bout de son nez. En attendant la dette monte, monte, monte. Business Insider le confirme :

Le niveau d'endettement dans le monde pourrait pour la première fois dépasser 300 000 milliards de dollars à la fin de l'année 2021, selon l'Institute of International Finance (IIF), qui a publié son dernier rapport sur la dette mondiale mardi 14 septembre. La dette, publique et privée, a de toute façon d'ores et déjà atteint un montant record, de 296.000 milliards de dollars, soit environ 250.300 milliards d'euros. Au deuxième trimestre, 4,8 milliards de dollars se sont ajoutés à la montagne de dettes.

Plus de 35.000 € de dette par habitant de la Terre qui doivent être énergisés par une énergie humaine sans contrepartie puisque la contrepartie a déjà été utilisée ! Une énergie humaine utilisée sans contrepartie s'appelle l'esclavage.

L'énergie au départ inexistante de cette monnaie que l'on peut appeler fausse monnaie, n'est fondée que sur l'énergie humaine que la banque croit que sa monnaie va stimuler. En fait cette fausse monnaie va transformer des productions en richesses apparentes en les achetant. Cela permet aux journalistes de répéter en boucle et en toute bonne foi l'erreur que le PIB est la création annuelle de richesse du pays alors qu'il n'est que l'utilisation, intelligente ou stupide, de cette énergie monétaire qui n'est qu'apparence. Les banquiers le savent très bien puisqu'ils affirment détruire cette fausse monnaie dès qu'elle leur est remboursée. Ce système aberrant qui met la charrue avant les bœufs, la jouissance avant l'effort, le résultat avant l'opération, permet de croire réalisable toutes les folies, tous les rêves insensés.

Rien désormais n'est impossible à l'homme et, depuis 50 ans, nous n'arrêtons pas de croire réalisable et d'imposer par la loi une avalanche de fausses vérités que la fausse monnaie rend provisoirement crédibles. Tous les équilibres instables deviennent dogmatiquement stables comme la « création de richesse », « le développement durable », le transhumanisme, l'intelligence artificielle, l'immigration assimilable et tant d'autres, tous appelés « valeurs » fondés sur un individualisme maladif et des peurs soigneusement entretenues.

Nous en arrivons à croire qu'un robot qui coûte une fortune avec une intelligence artificielle qui n'en coûte pas moins, va remplacer l'homme qui n'avait coûté pendant des millénaires que de l'amour. On comprend tellement mal l'argent que de plus en plus de gens s'imaginent que le bien-être est un droit et non la résultante d'un effort. Si nous continuons à croire cette imbécillité, toute la Terre continuera à venir profiter de notre bêtise le temps de nous faire disparaitre et de nous remplacer.

** Marc Dugois auteur L'inéluctable révolution : ne plus être les victimes consentantes des idéologies*

1942-1944, les USA voulaient vassaliser la France libérée.

Par Alain Kerhervé,

Échaudé par les dispositions imposées par les anglo-saxons au lendemain du débarquement en AFN – Opération Torch (voir ci-après) en novembre 1942, le général de Gaulle analyse lucidement la situation et comprend que la vassalisation de la France est l'objectif non avoué des USA, au lendemain de la prochaine libération du territoire métropolitain.

Il affine sa stratégie d'indépendance au service des intérêts de la France qu'il ne cessera d'appliquer jusqu'en 1969 :

Mise en échec de l'AMGOT en juin-août 1944 ; refus de la « Communauté de défense européenne » (1950-1954) ; rejet du projet d'une Europe soumise aux USA souhaitée par les atlantistes incarné par Jean Monnet, agent direct de Roosevelt à partir de 1942 pour contrer de Gaulle ; mise en place d'une diplomatie libre et indépendante qui s'appuie sur une armée disposant de la dissuasion nucléaire ; défense des peuples à disposer d'eux-mêmes ; refus des blocs ; mise en cause de l'Otan ; etc…

La monnaie américaine était prête à inonder la France dans le cadre de l'AMGOT

Le gouvernement militaire allié des territoires occupés, en anglais Allied Military Government of Occupied Territories (AMGOT), est la suite envisagée par les alliés anglo-américains au débarquement du 6 juin 1944 sur les côtes de Normandie. *Ce gouvernement militaire d'occupation* constitué est chargé d'administrer les territoires libérés au cours de la Seconde Guerre mondiale.

C'est une page peu connue de la seconde guerre mondiale. Il convient donc, pour la compréhension de l'histoire de la France gaulliste, d'en rappeler les principaux éléments.

L'opération torch

Validée le 5 septembre 1942, l'Opération Torch est initiée par Churchill qui impose à Roosevelt la création d'un nouveau front en Afrique du Nord. Depuis le poste de commandement établi à Gibraltar, territoire britannique, le général Dwight D. Eisenhower est chargé de sa mise en œuvre.

Exclu de l'Opération Torch, de Gaulle est avisé par Churchill au dernier moment. Il craint une opposition physique armée entre vichystes et Résistants. Au général Catroux qui le représente à Alger, de Gaulle adresse le message suivant : « *N'oubliez pas que toute l'affaire se joue, non point entre nous et Giraud, qui n'est rien, mais entre nous et le gouvernement des États-Unis* ».

De Gaulle a pris la mesure des enjeux, il est conscient que l'avenir de la France, son unité, son indépendance future et sa souveraineté sont engagés. C'est pourquoi sur les ondes de la BBC, de Gaulle appelle tous les Français à soutenir les Alliés engagés dans l'Opération Torch : « *Joignez-vous à eux sans réserve. Ne vous souciez pas des noms ni des formules.* »

À Alger, les résistants favorisent la réussite du débarquement en occupant les points stratégiques de la ville, dont Radio-Alger, et en procédant à l'arrestation de l'amiral pétainiste François Darlan. Au nombre de ces résistants, estimés à 400 personnes, royalistes, gaullistes, ou de gauche, signalons la participation de 270 jeunes patriotes français juifs, regroupés autour de José Aboulker[1].

Le 8 novembre 1942 au soir le cessez-le-feu est signé, mais la Résistance intérieure française exige que le destin de l'AFN libérée soit remis entre les mains du général de Gaulle.

L'AFN vichyste avec le soutien des Américains

Quelques jours après le cessez-le-feu et la signature des accords Darlan-Clark du 22 novembre à Alger, Darlan annonce que les Américains assurent la défense de la population française et musulmane en Afrique du Nord au terme d'accords passés par les parties, et réclament l'entière application et disciplines de tous pour respecter les engagements arrêtés : « *Chacun à son poste ! Vive le Maréchal, vive la France !* »

Le rejet de cet accord par la résistance et le général de Gaulle est notamment motivé par le fait que ces accords cèdent aux Américains des droits, des avantages, des privilèges exorbitants qui ne sont que la mise en œuvre du système arrêté aux USA en 1941-1942, l'AMGOT, qui prévoyait d'imposer aux territoires libérés un statut de protectorat.

L'opposition de la France gaulliste à l'AMGOT

Dès fin 1942, au lendemain de l'*Opération Torch*, l'administration américaine avait prévu d'imposer à la France, comme aux futurs vaincus, Allemagne, Italie, Japon, un protectorat qui aurait aboli toute souveraineté, y compris le droit de battre monnaie. Mais la raison essentielle des USA était d'annexer l'empire colonial français riche en matières premières et en bases militaires stratégiques.

Si ce gouvernement militaire a été établi avec succès dans certains pays, dans d'autres il a été considéré comme illégitime et attentatoire au droit des peuples. C'est le cas de la France.

Opposition en France

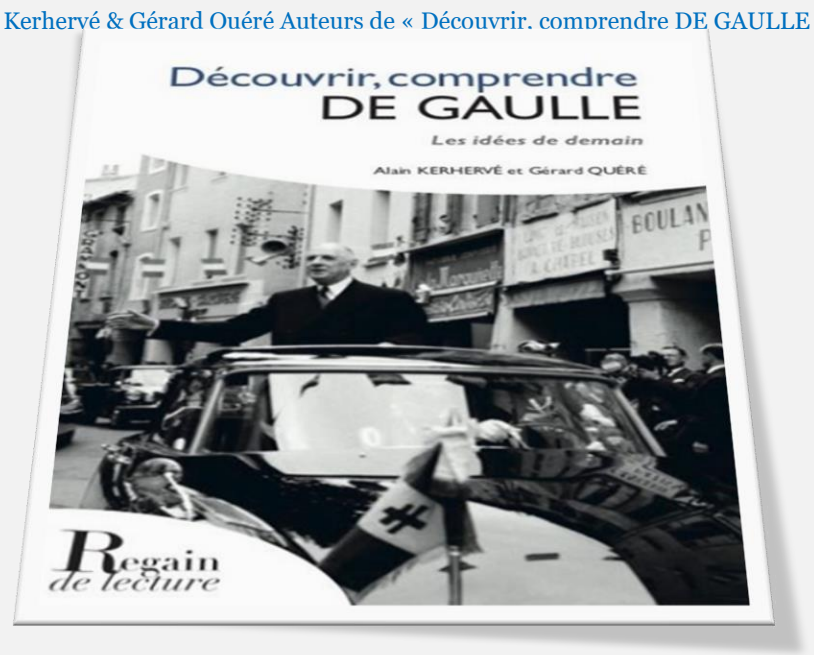
Soutenu par une très large majorité de Français, le général de Gaulle, à la tête du "*Comité français de la Libération nationale*" (CFLN), puis la France du "*Gouvernement provisoire de la République française*" (GPRF), s'oppose vigoureusement à l'AMGOT et à son destin funeste.

Dans ses *Mémoires de guerre*, le général de Gaulle évoque cette affaire : *"Les troupes et les services qui s'apprêtent à débarquer sont munis d'une monnaie soi-disant française, fabriquée à l'étranger, que le Gouvernement de la République ne reconnaît absolument pas."*

Il convient de noter *l'implication* de Michel Debré, jeune membre du Conseil d'État (32 ans) au sein du Comité général d'études créé à la demande du Général. Le futur premier ministre de Charles de Gaulle premier Président de la Ve République organisa la désignation et la mise en place des préfets ou commissaires de la République en remplacement de ceux nommés par Vichy.

Ces commissaires de la République institués par le Gouvernement provisoire de la République française furent chargés du rétablissement de la légalité républicaine lors de la Libération de la France en 1944 jusqu'au 22 mars 1946. Ils furent les représentants du général de Gaulle. Leur mission consistât à rétablir les libertés républicaines et l'autorité de l'État, en empêchant toute vacance du pouvoir, afin d'échapper aux pressions politiques, administratives… des USA, et par là, l'installation d'une administration militaire alliée AMGOT dans la France libérée.

Alain Kerhervé & Gérard Ouéré Auteurs de « Découvrir, comprendre DE GAULLE »



Avec Macron, la France piétine, dépense et se surendette

par Paul KLOBOUKOFF,

En résumé

Le pré candidat Macron ne serait sans doute pas autant au-dessus de ses concurrents potentiels (ou présumés) dans les sondages sur les présidentielles 2022 si les citoyens étaient informés honnêtement sur les résultats réels de sa politique et n'étaient pas tellement à la merci de la propagande du gouvernement nappée des vantardises et de l'autosatisfaction de son ministre de l'Economie, des Finances et de la Relance.

La population et les partis dits d'opposition semblent anesthésiés par ce baratin triomphaliste. Il ne devrait pourtant pas être difficile de démentir et de ré informer, car la gouvernance économique et financière macronienne souffre de déficiences graves de plus en plus remarquées et soulignées, même par les organismes internationaux. Les comparaisons internationales, avec les réalisations de nos pays voisins, en premier lieu, les mettent en évidence de façon incontestable. C'est pourquoi, à l'aide de statistiques officielles, de celles d'octobre 2021 du Fonds monétaire international (FMI) (1), de la Banque de France et de l'Insee, j'ai dressé un tableau (noir, hélas) résumant les évolutions de cinq indicateurs clés depuis 2017 et la situation à fin 2021. Ces indicateurs sont la croissance du PIB, le solde des échanges extérieurs, le taux de chômage, le déficit public et la dette publique, et aussi privée des pays.

Bercy se flatte d'avoir réussi le plus fort rebond de croissance en 2021, + 6,3% inscrits dans le PLF 2022. Mais, la chute du PIB en 2020, - 8,0%, a été l'une des plus brutales d'Europe, malgré « le pognon de dingue » dépensé pour limiter la casse. Sur deux ans le PIB de la France aura reculé de - 1,7%. Celui de l'ensemble de l'Union européenne (UE), - 5,9% en 2020 et + 5,1% en 2021, ne perd que - 0,7% sur les deux ans. En fait, la plupart des pays membres ont fait mieux que la France pendant la pandémie. Ainsi, le PIB de l'Allemagne « vieillissante et à bout de souffle » perd - 1,5% en deux ans, celui de la Suède, où les mesures restrictives des activités et des libertés ont été bien moindres qu'en notre « République », aura gagné + 1,2%, et celui de la Pologne, plus pauvre, sera en hausse de + 2,4%.

Les mesures décidées par le pouvoir en 2017 ont cassé la croissance qui avait été relancée en fin 2016. Aussi, avec la pandémie, pendant les 5 ans de 2016 à 2021, le PIB de la France n'aura augmenté que de + 3,9%, pas plus que l'Allemagne, n'autorisant que des gains réels limités du pouvoir d'achat - en grande partie réservés aux plus riches, d'ailleurs. Le PIB de l'UE, lui, a cru de + 6,2%, porté par des progressions de + 7,4% aux Pays-Bas, + 7,9% en Suède, + 17,7% en Hongrie, + 18,2% en Pologne, + 20% en Roumanie… La France recule dans l'Union et plus encore dans le Monde, dont le PIB augmente de + 13,4%. L'Inde nous dispute maintenant la 6ème place du classement mondial, Quant à la Chine, son PIB a gagné + 33,7% en 5 ans.

En Europe, seuls des pays du sud, l'Italie, l'Espagne, le Portugal et la Grèce connaissent des difficultés plus grandes que la France et, en matière de croissance, comme d'emploi, d'équilibre de leurs comptes publics et d'endettement, sont des « maillons faibles » de l'UE. La France s'en rapproche dangereusement.
Presque tous les pays de l'UE dégagent des excédents des échanges extérieurs témoignant de leur compétitivité dans certains domaines. Ainsi, en 2021, les excédents attendus sont de + 7% du PIB aux Pays-Bas, de + 6,8% du PIB en Allemagne, de + 3,7% en Italie, de + 1,6% en Autriche et de + 0,4% en Espagne. Avec un déficit extérieur qui est monté à - 1,9% et - 1,7% du PIB en 2020 et en 2021, la France est une exception. En cause : la désindustrialisation, enfin avouée, et la réduction de notre agriculture à la portion congrue, avec l'insuffisant intérêt que les Autorités « compétentes » leur ont portées.

La crise de la Covid 19 a mis en lumière l'incapacité de notre industrie à fournir les masques, à produire les équipements et les matériels médicaux nécessaires, ainsi que les médicaments, à mettre au point un vaccin contre le virus. Notre sécurité sanitaire est sous la dépendance de puissances étrangères.

En Europe, si la Grèce et l'Espagne déplorent des taux de chômage dépassant les 15% de leur population active, et l'Italie les 10%, les autres pays ont des taux bien inférieurs à celui de la France, certains frisant même le plein emploi tels l'Allemagne, 3,7%, les Pays-Bas, 3,6%, la Pologne, 3,5%, la Hongrie, 4,1%. La France ne parvient pas à s'installer sous les 8%. Et les taux affichés de 8,1% en 2020 et 8,3% en 2021 sont tirés vers le bas par le « chômage partiel ».

Avec des dépenses publiques dépassant les 61% du PIB en 2020, la France est championne d'Europe et même de l'OCDE. Son déficit public atteint - 9,2% du PIB en 2020 et - 8,9% en 2021. Impensable jusque là ! Seuls les taux de déficits de l'Italie, de la Grèce et du Portugal, légèrement au dessus des - 10%, sont plus négatifs. Mais, la plupart des pays sont plus « rigoureux ». Ainsi, en 2021, les déficits publics devraient être limités à - 7% du PIB en Belgique, à - 6,8% en Allemagne, - 6,6% en Hongrie, - 6,1% aux Pays-Bas, - 4,7% en Pologne, - 2,6% en Suède…

L'endettement est le mal du siècle. En 2021, la dette publique a atteint 207% du PIB en Grèce, 155% en Italie, 131% au Portugal et 120% en Espagne. Juste derrière, pointe la France avec un taux de 115,8%, supérieur de + 17,5% à celui de 2017. Les autres pays de l'UE sont nettement plus « vertueux », avec des taux de 84% en Autriche, 73% en Allemagne, 58% aux Pays-Bas, 40% en Suède, 51% en Roumanie, 45% en République tchèque, par exemple.

Pour notre malheur, la dette privée, des sociétés non financières et des ménages, encouragés à emprunter pour dépenser et « soutenir la croissance », est également pharaonique. Aussi, la dette totale, publique et privée, de la France a atteint 272% de notre PIB en 2020, un des plus forts taux de l'UE, très au dessus de ceux de l'Allemagne, 179,4%, de la Hongrie, 154,4%, de la Pologne, 131,4%…

Cet endettement est « insoutenable », et sa résorption ne peut être que longue et porteuse de privations. Dans un contexte de vive concurrence, au sein même de l'UE, c'est un lourd handicap pour le développement à venir de la France… qui n'en avait pas besoin pour s'efforcer de maintenir son rang en Europe et dans l'économie mondiale.

« L'OCDE à la France : il est urgent de baisser les dépenses publiques » a titré contrepoints.org le 23 novembre (2), faisant état de reproches adressés en termes très courtois à notre gouvernement par le Secrétaire général de l'Organisation de coopération et de développement économique lors de sa présentation de la récente étude économique de la France le 18. Le SG a notamment souligné : - la faiblesse de la croissance française, qui « *avait décéléré bien avant le début de la pandémie* ». La baisse de - 8% de son PIB en 2020, contre - 5,9% en moyenne dans l'UE et - 4,6% en Allemagne ; - les maigres gains de productivité des dix dernières années, inférieurs de - 20% à ceux de la moyenne de l'OCDE ; - le niveau des dépenses publiques, le plus élevé des pays des l'OCDE, 61,6% du PIB en 2020, et déjà 55,4% en 2019 ; - la hauteur inquiétante de la dette publique, et aussi de la dette privée.

Pour finir, un examen de données disponibles sur la « gravité » de la pandémie du Covid 19 en termes de cas de contamination et de décès dans les pays laisse penser qu'il n'a pas de relation apparente entre cette gravité et les performances économiques et financières qui ont été observées. En outre, par rapport à leur population, plusieurs pays de l'UE, dont la Grèce et l'Allemagne ont enregistré moins de cas et de décès que la France. En matière de vaccinations, l'Espagne et l'Italie sont devant la France. La Suède et l'Allemagne sont très près derrière elle. Il n'y a donc pas de quoi glorifier un bilan qui est loin d'être exemplaire… pas seulement selon ces derniers critères.

PIB : piétinement et recul de la France dans le classement mondial

Battant inlassablement campagne, le gouvernement se félicite et se congratule d'avoir bien maîtrisé les assauts du Coronavirus et d'avoir réussi à gérer avec succès l'économie de la France, permettant au PIB de remonter de **+ 6,3%** en 2021, « ***le plus fort rebond*** » en Europe. C'est un peu vite omettre que, malgré la surabondance des subventions et des crédits aux entreprises et aux ménages, la chute de **- 8%** du PIB de la France en 2020 a été l'une des plus vertigineuses en Europe et dans le monde. Dans l'UE, les « pays du sud », la Grèce, **- 8,3%**, le Portugal, **- 8,4%,** l'Italie, **- 8,9%,** l'Espagne, **- 10,8%,** ont connu des chutes aussi ou plus brutales que notre « *République* ». Au contraire, les reculs ont été plus faibles dans la grande majorité des pays. Au sein de l'UE, elles ont été limitées à **- 6,2%** en Autriche, à **- 4,6%** en Allemagne, à **- 3,8%** aux Pays-Bas, à **- 2,8%** en Suède, où les mesures restrictives des activités et des libertés ont été limitées, à **- 2,7%** en Pologne et à **- 5,9%** pour l'ensemble de l'Union (pays du sud compris). Aussi, après les rebonds en cours en 2021, la majorité des pays de l'UE s'en sortent mieux que la France. Les rebonds de 2021 ont même été plus forts que les reculs de 2020 en Suède, **+ 4,0%**, et en Pologne, **+ 5,1%**.

On notera que le PIB du Monde a reculé de **- 3,1%** en 2020 et remonte de **+ 5,9%** en 2021. Quant à la Chine, dont les infortunes ont défrayé la chronique, son PIB a progressé de **+ 2,3%** en 2020 et « rebondit » de **+ 8%** en 2021.

Le bilan macronien se lit aussi dans le chiffre de la croissance du PIB de la France de 2017 à 2021. **+ 3,9%** seulement au total sur 5 ans (dont l'héritage de + 2,4% de l'année 2017). C'est autant que l'Allemagne, pays « à bout de souffle » et l'Autriche. L'Italie - 0,8%, l'Espagne, + 1,4% et la Grèce, + 2,4%, font moins bien. Mais la plupart des autres pays font mieux, tels les Pays-Bas, + 7,4%, et la Suède, + 7,9%, dans la « vieille Europe ». Quant aux pays de l'est, ils sont devenus les tracteurs de la croissance du PIB de l'UE avec des augmentations du PIB en 5 ans de + 13,4% en Pologne, de + 17,7% en Hongrie, + 20% en Roumanie… malgré la crise du Covid 19. C'est pourquoi le PIB de l'ensemble de l'UE a cru davantage, **+ 6,2%**, que celui de la zone euro, **+ 4,40%**. La France recule dans l'Union et plus encore dans le Monde, dont le PIB augmente de **+ 13,4%**. Quant à la Chine, son PIB a gagné + 33,7% en 5 ans.

La dernière colonne du tableau ci-après indique les montants des PIB des pays exprimés en dollars US. En 2021 le PIB de la France, 2 940 Mds US $, représente 17,3% de celui de l'UE. En 2016, c'était 17,8%. Un recul, donc. Elle montre aussi que le PIB de l'UE représente 18% du PIB mondial… et que celui de la Chine, 17,8%, est sur le point de l'égaler.

« *La France est un pays riche, c'est la 6ème puissance mondiale* », entend-on presque chaque jour. D'après les évaluations d'octobre du FMI, le PIB de l'Inde atteindrait 2 946 Mds US $ en 2021. Il dépasserait un peu celui de la France, qui serait repoussée à la 7ème place mondiale. En tout cas, ce changement paraît inéluctable d'ici 2022.

Déficit aggravé des échanges extérieurs révélateur de cruelles déficiences

Le solde des échanges extérieurs de biens et de services est un indicateur de la compétitivité des pays sur leurs marchés nationaux et à l'exportation, ainsi que de la vigueur de leurs secteurs productifs. Ce solde est positif chez la grande majorité des pays membres. Avec une industrie robuste l'Allemagne bat des records à l'exportation. L'excédent de ses échanges a été proche de 7% de son PIB en 2020 et en 2021. Cette dernière année, il se monterait à 288 Mds US $ et dépasserait d'une dizaine de Mds $ celui de la Chine. Rapportée à son PIB, la performance des Pays-Bas est encore meilleure, avec des excédents de 7% et 7,9% en 2020 et en 2021. La Suède et la Pologne dégagent de confortables excédents. L'Italie aussi. Pour l'Autriche, ces excédents sont respectivement de 2,5% et 1,6% du PIB. L'Espagne a vu son solde se réduire en 2020 et en 2021, mais il est resté légèrement positif.

Avec un déficit extérieur qui est monté à **- 1,9%** et **- 1,7%** du PIB en 2020 et en 2021, la France est une exception en Europe. En cause : la désindustrialisation et la réduction de notre agriculture à la portion congrue, avec l'insuffisant intérêt que les Autorités « compétentes », aux yeux de Chimène pour les activités tertiaires, leur ont portées. La crise de la Covid 19 a mis en lumière d'inacceptables dépendances vis-à-vis de l'étranger dues à l'incapacité de notre industrie à : - fournir les masques au personnel soignant et aux autres personnes menacées pour endiguer la propagation du virus ; - produire les équipements, les matériels, les instruments médicaux et même les vêtements de protection nécessaires aux services hospitaliers et à la médecine de ville ; - à mettre au point un vaccin contre le virus. Notre sécurité sanitaire a été et reste aux mains de puissances étrangères. Pas seulement pour lutter contre la Covid 19 et ses variants. La plus grande partie des médicaments utilisés en France sont importés. Il serait temps que les déclarations d'intentions cèdent la place aux actes et à une véritable stratégie industrielle française.

Un tableau noir des performances de la France sous Macron

Tableau 1 : Comparaisons internationales : croissance PIB, solde extérieur, chômage, financement public

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	17 → 21	PIB 2021
Croissance PIB								
Italie	+ 1,67	+ 0,94	+ 0,24	**- 8,87**	+ 5,8	+ 4,2	**-0,8**	2 120
Espagne	+ 2,98	+ 2,29	+ 2,08	**-10,82**	+ 5,7	+ 6,4	**+ 1,4**	1 440
FRANCE	**+ 2,44**	**+ 1,84**	**+ 1,84**	**-7,99**	**+ 6,3**	**+ 3,9**	**+ 3,9**	**2 940**
Allemagne	+ 2,68	+ 1,09	+ 1,05	-4,56	+ 3,1	+ 4,6	**+ 3,9**	4 230
Suède	+ 2,57	+ 1,95	+ 1,99	-2,80	+ 4,0	+ 3,4	+ 7,9	622
Pologne	+ 4,83	+ 5,35	+ 4,75	-2,7	+ 5,1	+ 5,0	+ 18,2	655
UE	+ 3,02	+ 2,26	+ 1,95	-5,9	+ 5,1	+ 4,4	+ 6,2	17 080
MONDE	+ 3,75	+ 3,57	+ 2,84	-3,1	+ 5,9	+ 4,9	+ 13,4	94 335
Chine	+ 6,95	+ 6,75	+ 5,95	+ 2,3	+ 8,0	+ 5,6	+ 33,7	16 860
Sources FMI et Banque de France. Lecture : Croissance PIB en %, valeurs PIB en Mds US $, 17 → 21 = de 2017 à 2021								
Solde extérieur								
Italie	2,58	2,51	3,21	3,55	3,72	3,6		
Espagne	2,77	1,93	2,14	0,69	0,41	1,4		
FRANCE	**-0,77**	**-0,83**	**-0,29**	**-1,90**	**-1,67**	**-1,4**		
Allemagne	7,80	7,84	7,45	6,95	6,80	7,0		
Suède	2,95	2,63	5,46	5,71	4,80	4,3		
ZONE EURO	3,13	2,98	2,35	2,17	2,59	2,7		
Pologne	-0,37	-1,28	0,49	3,45	2,26	1,6		
Chine	1,54	0,17	0,72	1,84	1,64	1,5		
Source FMI. Lecture : solde des échanges extérieurs en % du PIB								
Taux chômage								
Italie	**11,33**	**10,69**	**10,00**	**9,31**	**10,3**	**11,6**		
Espagne	**17,22**	**15,26**	**14,10**	**15,53**	**15,4**	**14,8**		
FRANCE	**9,44**	**9,00**	**8,41**	**7,99**	**8,1**	**8,3**		
Allemagne	3,76	3,40	3,15	3,83	3,7	3,6		
Suède	6,68	6,33	6,77	8,29	8,9	7,94		
ZONE EURO	9,09	8,21	7,57	7,92	8 ,0	8,1		
Pologne	2,89	3,85	3,28	3,16	3,5	3,2		
Chine	3,9	3,8	3,62	4,24	3,8	3,7		
Source : FMI. Lecture : taux de chômage au sens du BIT en % de la population active								
Solde public								
Italie	-2,42	-2,18	-2,56	**-9,50**	**-10,2**	**-4,7**		
Espagne	-3,02	-2,49	**-6,34**	**-11,18**	**-7,5**	**-6,8**		
FRANCE	**-2,96**	**-2,29**	**-3,05**	**-9,21**	**-8,9**	**-4,7**		
Allemagne	+ 1,34	+ 1,91	+ 1,47	-4,31	-6,8	-1,8		
Suède	+ 1,40	+ 0,83	+ 0,51	-3,07	-2,6	-0,8		
ZONE EURO	-0,93	-0,46	-0,63	**-7,20**	**-7,7**	-3,4		
Pologne	-1,49	-0,24	-0,69	-6,95	-4,3	-1,9		
Chine	**-3,84**	**-4,66**	**-6,34**	**-11,18**	**-7,5**	**-6,8**		
Source FMI. Lecture : solde des comptes publics (excédent + ou déficit -) en % du PIB								
Dette publique								
Italie	**134,78**	**134,40**	**134,54**	**155,81**	**154,8**	**150,4**		
Espagne	**98,55**	**97,51**	**95,54**	**119,92**	**120,2**	**116,4**		
FRANCE	**98,32**	**97,95**	**97,62**	**115,08**	**115,8**	**113,5**		
Allemagne	64,98	61,59	59,24	69,06	72,5	69,8		
Suède	40,73	38,91	34,87	37,35	39,6	39,9		
ZONE EURO	**87,66**	**85,66**	**83,72**	**97,5**	**98,9**	**96,3**		
Pologne	50,62	48,82	45,60	57,47	55,5	53,3		
Chine	51,73	53,85	57,12	66,33	69,0	72,1		
Source FMI. Lecture : dette publique brute en % du PIB								

En France, le chômage se heurte à la « barre » des 8%, malgré…

En Europe, le problème du chômage est largement partagé, mais à des degrés très divers. D'un côté, il y a les pays en grande souffrance : la Grèce, avec un taux de 15,8% en 2021, l'Espagne, avec 15,4%, l'Italie, avec 10,3%. A l'opposé, des pays ont des taux inférieurs à 5%, certains approchant le plein emploi. Parmi eux se trouvent l'Allemagne, 3,7%, les Pays-Bas, 3,6%, et la Pologne, 3,5%, la Hongrie, 4,1% et la Roumanie, 4,9%. Post Brexit, le Royaume-Uni affiche un taux de chômage de 5%. D'autres connaissent des taux relativement cléments dans l'après crise, tels l'Autriche, 6,4%, et la Belgique, 6,3%. D'autres, enfin, se débattent entre deux eaux pour ne pas rejoindre les grands malades. C'est le cas de la Suède, dont le taux de chômage monterait jusqu'à 8,9% en 2021, du Portugal, dont le taux baisserait à 6,9%, et de la France, qui ne parvient pas à s'installer sous les 8%. Et les taux « conventionnels » de **8,1%** en 2020 et **8,3%** en 2021 qui figurent dans le tableau paraissent un peu artificiels.

En effet, les « chômeurs partiels » ne sont pas comptés dans les demandeurs d'emploi. Or, le nombre de bénéficiaires de « l'emploi partiel » a atteint des sommets entre mars et mai 2020, lors du 1er confinement, culminant à 8,382 millions en avril. il est descendu à 3,1 Mi en juin, puis a continué à décliner jusqu'à 1, 062 Mi en août avant de regrimper à 2,934 Mi en novembre et 2,192 Mi en décembre. A partir de janvier 2021, ce nombre est remonté jusqu'à 2,953 Mi en avril. Il a ensuite à nouveau décliné jusqu'à 0,497 Mi en août, puis 0,519 Mi en septembre (3). Il est encore possible bénéficier du dispositif (au moins) jusqu'au 31 décembre 2021.
Le coût pour les finances publiques de l'activité partielle a été chiffré à 27,1 Mds € en 2020. Combien en 2021 ?

Le déficit public de la France est parmi les plus élevés d'Europe

Jusqu'en 2019, sous la menace des sanctions de Bruxelles, les pays de l'UE se sont efforcés de respecter la limite du seuil fatidique du déficit public de - 3% du PIB entériné à Maastricht. En 2020, l'UE a abandonné tout contrôle des finances publiques des états membres. Les taux de déficit de la plupart d'entre eux se sont alors envolés. En 2021, ils dépassent encore un peu les - 10% en Italie (- 10,2%), en Grèce (- 10,2%) et au Portugal (-10,1%). La France n'est pas loin d'eux, avec un taux de **- 9,2%** en 2020 et de **- 8,9%** en 2021.

Selon l'Institut Montaigne, « *en 2020, la France occupait la première place européenne s'agissant de ses dépenses publiques* (***61,8%*** *du PIB) - une tendance qui ne devrait pas s'inverser à court terme* », relatait ce 15 novembre un article de Contrepoints intitulé « Macron est de moins en moins populaire » (4). Le regard fixé sur sa cote de popularité, puis carrément en précampagne électorale, Macron n'a, en effet, pas lésiné avec l'argent des citoyens. Il a aussi poussé ceux-ci ainsi que les entreprises à emprunter… pour dépenser et « soutenir la croissance ».

Pendant ce temps, à l'ouest comme à l'est de l'Europe, de plus nombreux pays n'ont pas renoncé à une certaine rigueur budgétaire. Ainsi, en 2021, les déficits publics ont été limités à - 7% du PIB en Belgique, à - 6,8% en Allemagne, à - 6,1% aux Pays-Bas et à - 2,6% en Suède, d'un côté, et à - 6,7% en Roumanie, à - 6,6% en Hongrie, à -4,3% en Pologne et à -2,7% en Lituanie, de l'autre côté.

Dette publique : en Europe, seuls 4 pays du sud plus surendettés que la France

Personne ne peut ignorer les malheurs de la Grèce, qui a du vendre des infrastructures à la Chine pour « alléger » sa dette. De 182,4% du PIB en 2017, avec la pandémie, ce taux est monté à 211,2% en 2020 et à **207%** en 2021. Le taux de surendettement de l'Italie était déjà proche de 135% en 2017. En 2020 et 2021, il a avoisiné les **155%**. Le Portugal avait réduit sa dette publique (DP) de 123,1% en 2017 à 116,6% en 2019. En 2020, sa DP a bondi à 135,1% du PIB. Elle est évaluée par le FMI à **131%** du PIB en 2021. De manière analogue, la DP de l'Espagne est passée de 98,6% du PIB en 2017 à 95,5% en 2019, avant de monter et dépasser **120%** en 2020 et 2021.

Avec un taux de **115%** en 2020-2021, en hausse de + 17% par rapport à 2017, la France est au 5ème rang des pays de l'UE les plus surendettés. Elle a même dépassé un peu la Belgique, dont le taux est de 114% en 2020 et 113% en 2021. Son taux d'endettement est de + 16% supérieur à celui de la zone euro en 2021 et de + 40% à celui de l'ensemble de l'UE, qui est de 76,2%. Chez les autres membres de l'UE, les taux d'endettement sont nettement plus faibles, surtout à l'est. En 2021, ces taux sont de 84% en Autriche, 73% en Allemagne, **58%** aux Pays-Bas, **40%** en Suède, et **56%** en Pologne, **51%** en Roumanie, **45%** en République tchèque, et **48%** en Lettonie. Plusieurs de ces pays sont encore dans les clous de Maastricht, sous le seuil de 60%. Visiblement, en matière de rigueur budgétaire et d'endettement, la culture des gouvernants de la France est très différente de celle de ces pays « vertueux », et très proche de celle des sudistes, malgré la supériorité de notre potentiel économique… mal valorisé.

« Dette publique et privée : la France à 272% de son PIB »

Sous ce titre, se référant à un rapport de la Banque de France du 26 mai, l'IFRAP a publié en juillet 2021 un article contenant le classement des 14 pays d'Europe dont la dette totale, publique et privée, alors connue, était la plus forte en 2020 (5). Derrière la Grèce, la Belgique et le Portugal, **la France** est **en 4ème position** avec un taux de **271,7%** du PIB, en hausse de **+ 21%** du PIB par rapport à 2019. Derrière elle, on trouve : l'Espagne, à **267,4%**, le Royaume-Uni, à **257,8%**, la Suède, **255,9%**, la Finlande, 223,3%, l'Allemagne, 179,4% (+ 9,6% de plus qu'en 2019), la Slovaquie, 157,5%, la Hongrie, 154,4%, la Slovénie, 151,6%, la Pologne, 131,4%, et la Roumanie, 96,5%.

Sous le titre « Taux d'endettement des agents non financiers - comparaisons internationales », la Banque de France a présenté le 19 novembre des tableaux donnant les montants des dettes des agents privés non financiers (ménages, sociétés non financières et total) pour la zone euro, l'Allemagne, la France, l'Italie, l'Espagne et le Royaume-Uni (RU) aux quatrièmes trimestres des années 2019 et 2020, ainsi qu'aux deux premiers trimestres de 2021 (6).
C'est la France qui a le taux d'endettement privé le plus fort. Après avoir culminé à 154,5% du PIB au 4ème trim 2020, il est de **149,3%** du PIB au 2ème trim 2021, contre 134,1% en fin 2019. Au 2ème trim 2021, celui de la ZE est de 125,9 %, celui de l'Allemagne, de 108,1%, celui de l'Italie 113,9%, celui de l'Espagne, de 130,4%, et celui du RU, de 146,2%.
Seul le taux d'endettement des ménages du RU, 86,7% du PIB au 2ème trim 2021, est supérieur à celui de la France, **66,5%**, soit + 5,4% de plus qu'au TA 2019. Le taux est nettement plus faible en Italie, **44,1%**.
Le taux d'endettement des sociétés non financières (SNF) de la France est également le plus élevé. Après un sommet à 86,8% du PIB au T4 2020, il est à **82,8%** au 2ème trim 2021, soit **+ 9,8%** de plus qu'au 4ème trim 2019. Cette augmentation est nettement supérieure à celles qu'ont connues les quatre autres pays, ainsi que celle de la ZE, + 6,3%. Au T2 2021, les taux sont de 69,4% en Italie, 69% en Espagne, **59,5%** au RU et **50,2%** en Allemagne. Les différences au désavantage de la France sont importantes.

Un regard sur la gravité de la pandémie du Covid 19 dans les pays d'Europe

Pour de multiples raisons, les évolutions et les « fluctuations » de la pandémie dans les pays, même proches, ont été différentes. Aussi, pour apprécier la gravité de la pandémie du Covid 19 depuis ses débuts dans les pays, les meilleurs indicateurs disponibles me semblent être les rapports à leurs populations des nombres totaux de cas confirmés et de décès.
Les chiffres du tableau ci-après ne laissent pas percevoir de franche corrélation entre la gravité de la pandémie dans les pays d'Europe et les performances (ou contreperformances) économiques et financières examinées ci-dessus.
Ils indiquent que la pandémie n'a pas frappé la France et ses habitants moins durement et qu'ils n'ont pas été mieux protégés que dans d'autres pays d'Europe. Loin s'en faut. Non, « notre » gouvernance sanitaire n'a pas été exemplaire. Dès le début. Cela devrait inciter nos Autorités à moins de morgue et d'autoritarisme, à plus d'humilité et d'écoute, ainsi que de tolérance envers ceux qui ne partagent pas leurs changeantes « certitudes ».

Tableau 2 : Covid 19 - Comparaisons européennes au 08 novembre 2021

Pays	Population	Cas confirmés		Décès		Vaccinations	
	Millions	millions	% pop	milliers	% pop	millions	% pop
Italie	60,2	4,808	8,00	132,39	0,220	43,48	78,2
Espagne	47,1	5,032	10,68	87,56	0,189	37,40	79,4
Grèce	10,8	0,752	7,34	16,36	0,152	6,43	59,9
FRANCE	**67,1**	**7,038**	**10,48**	**115,52**	**0,172**	**46,08**	**68,7**
Allemagne	83,2	4,792	5,76	96,56	0,116	55,81	67,1
Suède	10,3	1,177	11,39	15,06	0,146	6,93	67,1
Pologne	38,4	3,104	8,09	77,76	0,208	20,06	52,3

Source : Google Actualités (7). Nombres et %¨totaux de cas confirmés de contamination, de décès et de vaccinations complètes

Après l'Allemagne, la Grèce compte le pourcentage de cas de contamination dans la population le plus faible, 7,34%, parmi les 7 pays sous revue, et son % de décès, 0,152%, ne dépasse que ceux de l'Allemagne, 0,116%, et de la Suède, 0,146%. La France compte **10,48%** de cas confirmés. C'est un peu moins que l'Espagne, 10,68%, et la Suède, 11,39%. Avec un taux de décès de **0, 172%**, elle dépasse la Grèce, la Suède, 0,146% et l'Allemagne, 0,116%. Le taux de décès dépasse les 2/1 000 en Italie et en Pologne, malgré des taux de contamination proches de 8%.

Ce sont l'Italie, **78,2%** et l'Espagne, **79,4%**, qui comptent les plus fortes proportions de personnes « complètement vaccinées », respectivement 78,2% et 79,4%. Le taux de vaccination est très proche en France, **68,7%,** de ceux de l'Allemagne et de la Suède, 67,1%. La vaccination n'a, semble-t-il, pas exercé le même attrait dans les deux pays les plus pauvres des sept. En Grèce, le taux est de 58,9%. En Pologne, il est limité à 52,3%.

D'après les statistiques de l'Insee (8), entre le 1er mars 2020 et le 8 novembre 2021, le nombre total de décès en France a été de **1,110 million**. Au 08 novembre 2021, **115 516** décès, soit 10,4% du nombre total, sont imputés au Coronavirus… sachant que des comorbidités ont rendu plus vulnérables une partie des personnes décédées. Le rapprochement entre les deux chiffres permet de situer l'ampleur de l'impact létal du Covid 19. Une très grande attention est portée à la « guerre » contre la pandémie, et l'on semble faire peu de cas des 90% des décès dus à d'autres causes, dont on entend (trop) peu parler. Pourtant, vu la baisse de la « fréquentation » hospitalière et du recours aux soins, ce n'est vraiment pas le moment d'en détourner les yeux et/ou de baisser la garde.

Paul KLOBOUKOFF Académie du Gaullisme Le 27/11/2021

Sources et références

(1) World Economic Outlook Database October 2021 imf.org/en/Publications/WEO/weo-database/2021/October/download-entire-database

(2) L'OCDE à la France : il est urgent de baisser les dépenses publiques contrepoints.org/2021/11/23/414753-locde-a-la-France…

+ Etudes économiques de l'OCDE France Synthèse NOVEMBRE 1921 oecd.org/economie/etudes/France-2021-OCDE-etude

(3) le chômage partiel dares-travail-emploi.gouv.fr/donnees/le-chomage- partiel le 04/11/2021

+ L'activité partielle a coûté 27 milliards d'euros en 2020 source DARES bfmtv.com/economie/l-activite… le 04/11/2021

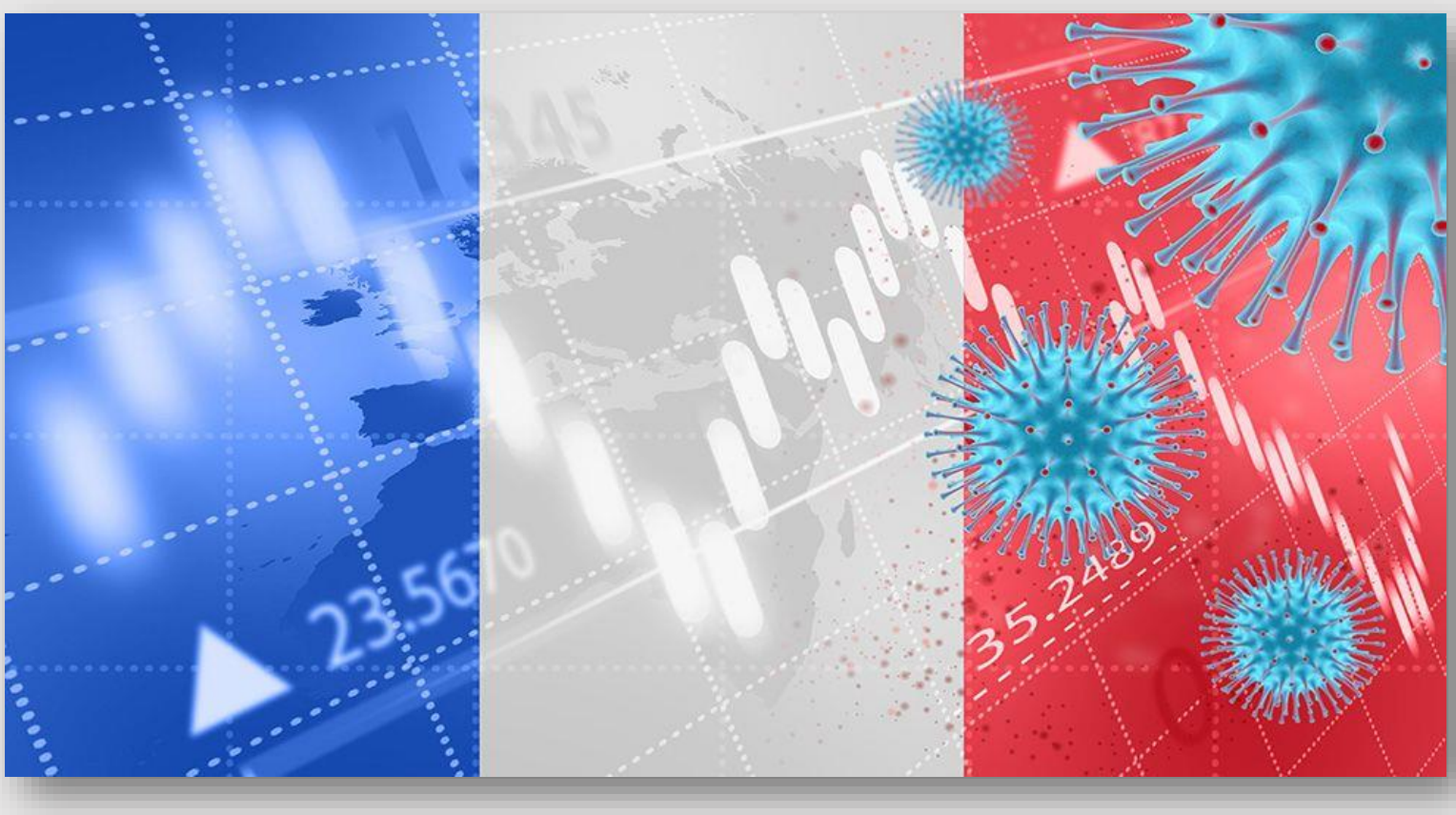
(4) Macron est de moins en moins populaire contrepoints.org/2021/11/15/413240-macron-est…

(5) Dette publique et privée : la France à 272% du PIB ifrap.org/budget-et-fiscalite/dette-publique-et-privee… le 07/07/2021

(6) Taux d'endettement des agents non financiers - comparaisons internationales banque-france.fr/statistiques/credit/endettement-et-titres/taux-dendettement… le 19/11/2021

(7) Coronavirus (COVID 19) Google Actualités google.com/covid-19/map?hl= le 08/11/2021

(8) Nombre de décès quotidiens insee.fr/statistiques/4923977 ?sommaire=4487854 le 19/11/2021



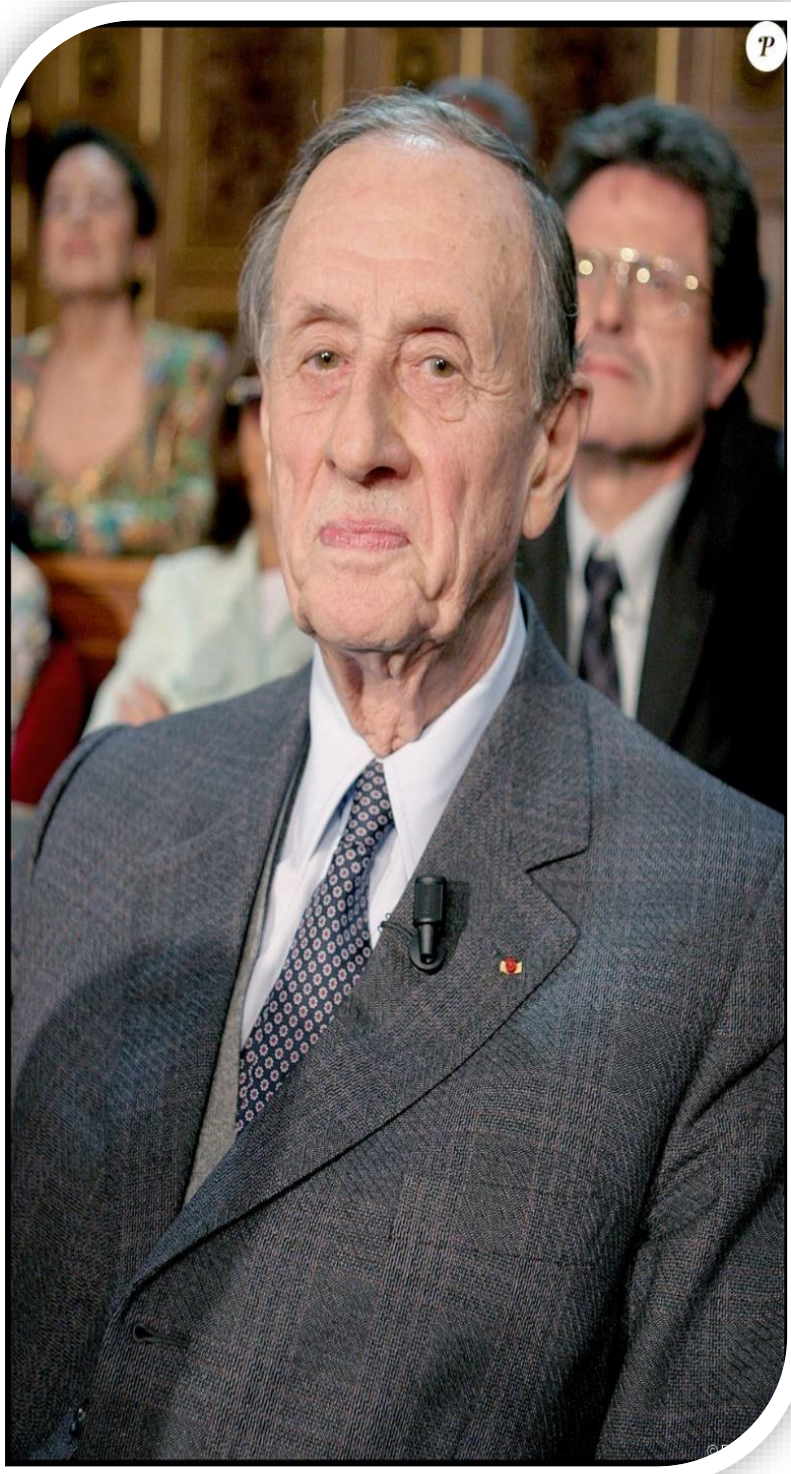
Chers Amis et Compagnons,

Inattendue et surprenante cette lettre reçue ce jour de l'Amiral.

J'ignorais même lui avoir adressé ce bouquin il y a 7 ans ! En plus, il l'a visiblement lu attentivement si j'en crois sa remarque sur le livret A…

Amusante aussi l'anecdote finale. Amitiés.

Xavier LOUIS



Cher Monsieur,

Etant veuf, seul, et sur le point d'atteindre ma 100ème année hébergé dans une résidence pour personnes âgées, j'ai maintenant beaucoup de mal à écrire lisiblement et ne parviens plus à suivre mon courrier.

Passant, ces jours derniers, à mon domicile officiel où je range mes papiers familiaux et ma bibliothèque personnelle, j'ai retrouvé un de vos ouvrages qui m'avait beaucoup plu : "Parlons France !" édité en 2014.

Vos encouragements aux jeunes générations ont un dénominateur commun ; ce qui est français est ce qu'il y a de meilleur … sauf en ce qui concerne la suppression du Livret A que vous envisagez !

Me voilà donc, en fin de vie, tout à fait ragaillardi par tous les atouts de la France que vous avez rappelés !

Puisque nous voici à la fin de l'année et que suis encore capable d'écrire, je vous demande d'accepter, et de partager avec tous vos proches tous mes meilleurs voeux pour 2022, et vous prie d'agréer, Cher Monsieur, Cher Compagnon l'expression de ma déférente considération et de mes sentiments très amicaux.

– Tous les ans le Maréchal Montgomery envoyait ses voeux à mon père le 2 décembre, jour de la victoire d'Austerlitz, fête de l'Ecole militaire de Saint-Cyr, mais où les Anglais n'avaient pas été impliqués, faisait-il remarquer.

BULLETIN D'ADHÉSION ET D'ABONNEMENT À 18 JUIN
Etablir votre chèque à l'ordre de l'Académie du Gaullisme et le retourner à :
Académie du Gaullisme

Nom et prénom..... Adresse .....
Code postal..... Ville.....
Téléphone fix..... Téléphone portable.....
Courriel
Cotisations : ----- x 25 € (plus de 25 ans) ---- x 10 € (moins de 25 ans) ---- x 30 € (couple)
A partir de ----- x 75 € (membre bienfaiteur)

Etablir votre chèque à l'ordre de l'Académie du Gaullisme et le retourner à :

Académie de Gaullisme, Amir ALFARGE
12, Rue Rabelais 86130 JAUNAY- MARIGNY

Toute l'équipe de l'Académie du Gaullisme

Vous souhaite de bonnes fêtes de fin d'année et vous donne rendez-vous en 2022

Site officiel Paris France

www.academie-gaullisme.fr

© 01.12.2021